

Accord-cadre sur les droits fonciers des Autochtones : encore du pain sur la planche

Mise à jour le mardi 25 septembre 2012 à 20 h 04 HAE



Vingt ans après la signature de l'Accord-cadre sur les droits fonciers issus des traités en Saskatchewan, des représentants autochtones, de la province et du fédéral se sont réunis à Saskatoon pour souligner l'événement, tout en rappelant qu'ils ont encore beaucoup de travail à faire.

Près de 600 millions de dollars ont été offerts à 33 Premières Nations de la province. L'argent devait servir entre autres à acheter des terres et des droits miniers et à améliorer des infrastructures.

Jusqu'à maintenant, plus de 300 000 hectares de terres ont été convertis en réserves et 34 réserves urbaines ont été créées.

L'entente s'est avérée un véritable tremplin économique pour les Premières Nations : elles ont saisi leur chance de se lancer en affaires et ont créé des milliers d'emplois.

À elle seule, la Commission autochtone des jeux de hasard a généré plus de 600 millions de dollars en revenus depuis sa création.

Or, il reste encore beaucoup de chemin à faire, selon la Fédération des nations indiennes de la Saskatchewan (FSIN).

À ce jour, environ 160 000 hectares de terres sont en attente d'être convertis en réserves et d'autres pourraient s'y ajouter.

Au rythme où vont les choses, cela pourrait prendre une vingtaine d'années avant que tout soit complété.

Ce retard ralentit le développement des réserves, selon le vice-chef Bobby Cameron, qui blâme la bureaucratie des gouvernements fédéral et provincial.

« Cela n'a pas de sens d'avoir à assister à tant de rencontres. » — Bobby Cameron, vice-chef de la FSIN

La province reconnaît que le processus de conversion est compliqué et nécessite de nombreuses vérifications.

Malgré les succès de l'entente, le commissaire aux traités de la Saskatchewan, George E. Lafond, affirme que les Premières nations sont dépassées par l'essor démographique, en ce qui a trait à la santé et à l'éducation en particulier.

Le commissaire estime qu'il est plus que temps que les gouvernements forment des partenariats solides avec les Premières nations pour améliorer la situation.